

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



ROBATEL INDUSTRIES

BP 203
69740 Genas

Références : UD-R-CTESSP-23-020-RP
Code AIOT : 0006103990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2023 dans l'établissement ROBATEL INDUSTRIES implanté 12 rue de Genève 69740 GENAS. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROBATEL INDUSTRIES
- 12 rue de Genève 69740 GENAS
- Code AIOT : 0006103990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROBATEL Industries est spécialisée dans la production de biens d'équipements destinés essentiellement à l'industrie nucléaire, elle réalise de la chaudronnerie de haute précision avec utilisation de divers métaux non ferreux, fabrique des emballages de transport classés de type B qui nécessitent de réaliser des coulées de plomb.

Les activités exercées par la société ROBATEL Industries sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 03 mars 1969 complété notamment le 14 février 2011. Elles relèvent des rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE :

- 3250-2-b (transformation de métaux et alliages non ferreux) : Autorisation ;
- 2550-1 (fonderie de plomb et alliages) : Autorisation ;
- 2910-A-2 (installation de combustion) : Déclaration avec contrôle périodique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **suites de la précédente visite d'inspection non soldées au jour de la présente visite ;**
- **surveillance environnementale (au travers de la surveillance des retombées en poussières et en plomb).**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Risque foudre (1)	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Risque foudre (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	RIA	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.4.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Analyses rejet eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	Prochaine mesure
7	Retombées poussières et plomb	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	Prochaine campagne de surveillance
9	Etanchéité toiture	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Etanchéité sol	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Locataire dans bâtiments B4/B5	Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 1.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Contrôles radiologiques / Métrologie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Au regard des engagements pris par l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque foudre (1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalisera une analyse du risque foudre
Constats : Constat en lien avec le constat n°2. Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'achever les travaux relatifs à la protection du risque foudre et de fournir la liste des travaux réalisés, en indiquant la correspondance avec ceux identifiés dans l'« étude technique foudre sur les structures de l'entreprise », réalisée par Bureau Veritas le 10/04/2019. L'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés. Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir achevé les travaux relatifs à la protection du risque foudre. Il présente le rapport de vérification des équipotentialités du site réalisé par la société AFCAM (faisant partie des sociétés Qualifoudre au 07/09/2022). L'inspection constate que ce rapport ne porte pas sur la vérification complète de l'installation des protections du risque foudre, mais uniquement sur les équipotentialités. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de lui transmettre la liste des travaux relatifs à la protection du risque foudre qui devaient être réalisés ainsi que la date de leur réalisation. Dans le cas où des travaux resteraient encore à être réaliser, l'exploitant indiquera leur date de réalisation prévisionnelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Risque foudre (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : Constat en lien avec le constat n°1

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, de faire réaliser une vérification complète de son installation des protections du risque foudre par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.3 & 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution eau sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.2.3 Les eaux pluviales polluées ou susceptible de l'être seront traitées avant rejet. L'ouvrage de traitement comportera au minimum un déboureur déshuileur</p> <p>4.2.5 L'exploitant réalisera une étude de faisabilité visant à mettre en conformité les pratiques de l'établissement en matière d'assainissement pluvial avec les dispositions du règlement du SAGE de l'Est lyonnais. Le cas échéant, elle justifiera l'impossibilité technique ou économique de mise en conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant :</p> <p>1- d'une part pour août 2021 de fournir la liste des travaux à réaliser pour la gestion des eaux pluviales de son site, avec les caractéristiques techniques des ouvrages, en précisant d'une part les éventuelles dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne seraient pas respectées d'autre part les éventuels écarts à la doctrine et aux recommandations de gestion des eaux pluviales du SAGE de l'Est lyonnais. L'inspection avait demandé à l'exploitant d'accompagner cette liste de travaux d'un calendrier de réalisation ne devant pas excéder 6 mois.</p> <p>2- d'autre part de sécuriser le puits perdu du site, auparavant destiné à recueillir les eaux pluviales du bâtiment administratif, et qui n'est aujourd'hui plus utilisé, afin qu'il ne constitue pas une voie potentielle de pollution de la nappe.</p> <p>Le 25/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection un projet pour la gestion des eaux pluviales du site, avec des travaux prévus pour décembre 2021.</p> <p>Par mail du 18/01/2022, l'inspection a indiqué à l'exploitant que la solution proposée n'est pas acceptable en l'état, notamment parce qu'elle ne permet pas de connaître les caractéristiques des 4 puits d'infiltrations situés sous le parking voiture, ni leur bon état de fonctionnement et qu'il n'est pas justifié des conséquences de l'abandon de la création d'un bassin d'infiltration complémentaire aux dispositifs déjà existants, alors que le rapport d'IRH du 01/03/2019 recommande d'augmenter la zone d'infiltration actuelle de 90m².</p> <p>Le 21/04/2022, l'inspection a accordé un délai complémentaire à l'exploitant, jusqu'au 30/09/2022, pour répondre à la demande.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis au jour de la présente visite de nouveaux éléments depuis le 25/11/2021.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir identifié la localisation des 4 puits d'infiltration situés sur le parking du site et avoir mis en place d'une bouche d'accès (tampon) sur chacun de ces ouvrages. L'inspection constate la présence de 4 tampons sur la parking qui n'étaient pas présents lors de la dernière visite.</p>

L'exploitant indique que les travaux pour la mise en conformité du site avec les règles du SAGE de l'Est lyonnais s'avèrent être très importants notamment à cause de la prise en compte d'une pluie de référence 30 ans alors que la gestion des eaux pluviales du site a été dimensionnée et autorisée avec une pluie de référence de 10 ans.

L'exploitant indique qu'il justifiera l'impossibilité économique de la mise en conformité avec les règles du SAGE de l'Est lyonnais, et souhaite se conformer aux règles de gestion des eaux pluviales de son site telles que stipulées dans l'arrêté d'autorisation du site. Enfin, l'exploitant indique envisager de solliciter la mairie de Genas pour demander un raccordement au réseau d'assainissement afin de déverser une partie des eaux pluviales du site.

L'inspection estime que l'exploitant n'est pas tenu de prendre en compte une pluie de référence 30 ans pour la gestion des eaux pluviales du site, compte tenu que le site a été autorisé avec une pluie de référence de 10 ans. L'exploitant peut dimensionner la gestion des eaux pluviales du site avec une pluie de référence 10 ans. L'inspection estime que l'exploitant peut infiltrer les eaux du site non susceptibles d'être polluées dans la mesure où les ouvrages d'infiltration, sont caractérisés, régulièrement surveillés, entretenus, et qu'un ouvrage de décantation est situé en amont des ouvrages d'infiltration.

L'inspection rappelle que l'infiltration des eaux non susceptible d'être polluées est à privilégier plutôt que le rejet au réseau d'assainissement collectif.

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé les travaux de sécurisation du puits perdu du site, qui n'est plus utilisé à ce jour et qu'il ne se souvient pas de son existence.

L'inspection constate qu'il est mentionné dans le rapport de l'inspection au Conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques du 10/11/2010, que "*les eaux de purge des chaudières, non chargées en polluant, sont dirigées vers les quatre puits perdus de l'établissement*". Aussi, l'inspection estime qu'il est possible qu'il n'y ait pas de 5^e puits d'infiltration sur le site, mais cela devra être confirmé par l'exploitant.

Demande : L'inspection reformule la demande de la précédente visite d'inspection, à savoir fournir, sous 4 mois, la liste des travaux à réaliser pour la gestion des eaux pluviales du site, avec les caractéristiques techniques des ouvrages, en précisant d'une part les éventuelles dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne seraient pas respectées et d'autre part les éventuels écarts à la doctrine et aux recommandations de gestion des eaux pluviales du SAGE de l'Est lyonnais (ces écarts devront être justifiés par des considérations techniques/économiques). L'inspection demande à l'exploitant d'accompagner cette liste de travaux d'un calendrier de réalisation ne devant pas excéder 6 mois. L'inspection précise que l'exploitant peut retenir une pluie de référence de 10 ans et que l'infiltration est à privilégier pour les eaux non susceptibles d'être polluées.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de rechercher l'existence d'un éventuel 5^e puits d'infiltration (appelé à l'époque puits perdu) sur le site, qui ne serait plus utilisé aujourd'hui. En cas de présence d'un tel ouvrage, l'inspection demande à l'exploitant de le sécuriser afin qu'il ne constitue pas une voie potentielle de pollution de la nappe et de fournir les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose (...) d'extincteur à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21A pour 250m ² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepot...)
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé (en observation) à l'exploitant de justifier que le taux d'extincteur tel que prévu dans son arrêté préfectoral est respecté. Par courrier du 06/10/2021, l'exploitant a transmis le plan général d'intervention qui mentionne le nombre d'extincteur présent et leur localisation. Lors de la présente visite, l'inspection indique que ce plan, ne permet pas de justifier du respect de la prescription visée, faute de donnée relative à la surface des locaux. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de justifier que le taux d'extincteur tel que prévu dans son arrêté préfectoral d'autorisation est respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 6.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de robinets d'incendie armé et de poteaux incendie. Ces derniers, présents sur le site ou le domaine public à proximité de l'établissement, en vue de permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours. Ils sont munis de raccords normalisés.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance au Préfet concernant le retrait des RIA. A cette occasion, les éventuels dispositifs compensatoires mis en place devaient être présentés et l'exploitant devait justifier que les moyens incendie restants sont suffisants. Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir adressé un porter à connaissance au préfet par courrier du 06/10/2021 et présente ce courrier (celui-ci a été transmis après la visite à l'inspection). Lors de la présente visite, l'exploitant indique que le site dispose de poteaux incendie pour les pompiers et d'extincteur pour le personnel et qu'il estime que ces moyens sont suffisants pour défendre le site contre l'incendie et donc que les RIA ne sont pas utiles. L'inspection indique que cela n'est pas suffisant pour justifier le retrait des RIA. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de compléter son porter à connaissance en justifiant que les moyens incendie restants sont suffisants, où en présentant les dispositifs compensatoires qu'il sera mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Analyses rejet eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution eau sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés.
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'identifier un point d'échantillonnage représentatif des eaux pluviales par point de rejet, et de toujours réaliser les prélèvements sur ces mêmes points. Ils seront identifiés sur un plan transmis à l'inspection. Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'effectuer un prélèvement d'eau de pluie dans un regard qui sera réhabilité lors des travaux de réalisation du bassin d'infiltration, et qu'un plan serait transmis à ce moment. L'exploitant indique que les travaux prévu n'ont pas été réalisés et qu'il enverra le plan demandé. Demande : l'inspection demande à l'exploitant, d'ici la prochaine campagne de mesure, d'identifier un point d'échantillonnage représentatif des eaux pluviales par point de rejet, et de toujours réaliser les prélèvements sur ces mêmes points. Ils seront identifiés sur un plan transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : prochaine mesure

N° 7 : Retombées poussières et plomb

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risque sanitaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une campagne de surveillance des retombées en poussières et en plomb sera réalisée. A cette fin, deux jauges de mesure des retombées des poussières seront installées sous les vents dominants. Les résultats des mesures, effectués trimestriellement, seront transmis à l'inspection des installations classées. Ils seront accompagnés de tous commentaires utiles.
Constats : Par mail du 16/01/2023, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle de retombées atmosphériques du 03/06/2022 au 30/06/2022 (n°RHAP220139-22-18-R1) du 08 août 2022 produit par IRH. Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir réalisé en 2022 des coulées de plomb uniquement les 9, 16 et 21 juin. Il précise que le plomb coulée n'est pas issu de la filière recyclée. A la lecture du rapport d'IRH, l'inspection constate plusieurs lacunes qui entachent la pertinence des résultats de la campagne de surveillance :

<ul style="list-style-type: none"> - le nombre de coulées de plomb et les dates et heures de coulées de plomb n'ont pas été prises en compte pour cette campagne ; - il n'est pas défini, a priori, des zones de diffusions des retombées et principalement les zones de retombées maximum ; - il n'est pas défini, a posteriori, les zones de retombées maximum en prenant en compte les conditions météorologiques des heures suivants les coulées, et donc il n'est pas justifié de l'emplacement pertinent (ou pas) des jauges ; - il n'est pas défini les caractéristiques des sources d'émissions (diffuses, canalisées, etc) ; - 1 jauge a été cassée, si bien qu'elle n'est pas exploitable ; - la jauge témoin a été parasitée par des poussières d'activité de tonte de pelouses ; <p>Concernant les résultats, l'inspection constate qu'il est établi une moyenne journalière de retombées de poussières et de plomb calculée sur une période de 30 jours, sans tenir compte que les coulées se sont déroulées seulement sur 3 jours.</p> <p>Le rapport conclue que pour la jauge censée recueillir les retombées atmosphériques maximales du site les moyennes journalières en poussières (316 mg/m²/j) et en plomb (11,87mg/m²/j) ne dépassent pas les valeurs de références allemandes (respectivement 350 (316 et 100 mg/m²/j).</p> <p>L'inspection constate que la moyenne journalière de retombée de poussières est élevée, mais faute de disposer d'une valeur comparative, il ne peut pas être conclu que ces poussières proviennent de l'activité de la société Robatel.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant pour la prochaine campagne de surveillance des retombées en poussières et en plomb de prendre en compte le guide produit par l'Ineris en décembre 2021 (ou une version plus récente le cas échéant) intitulé « Surveillance dans l'air autour des installations classées Retombées des émissions atmosphériques Impact des activités humaines sur les milieux ».</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : prochaine campagne de surveillance

N° 8 : Contrôles radiologiques / Métrologie


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Radiologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les contrôles suivants seront réalisés au niveau du four :</p> <ul style="list-style-type: none"> - report des numéros de lingots sur l'ordre de fabrication, avant chargement du four - contrôles radiologiques $\leq 0,5 \mu\text{Sv/h}$ (6 mesures a réaliser pour chaque nouveau chargement du four.Cf articles cités) - marquage du numéro d'ordre sur la pièce produite <p>Tout lot ayant été contrôlé non conforme par radiologie, en cours de fabrication ou en tant que produit fini fera l'objet d'un enlèvement par le CEA Marcoule.</p> <p>Il sera préalablement placé en quarantaine dans un endroit dédié.</p> <p>Une fiche de non conformité sera établie par l'exploitant.</p> <p>Les produits finis ne pourront être utilisés que dans des sites nucléaires.</p> <p>Les appareils de contrôle de contamination feront l'objet d'un étalonnage annuel et d'une vérification à chaque utilisation.</p> <p>Le personnel en charge des contrôles visés dans le présent arrêté devra être formé spécifiquement à ces opérations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - de réaliser un étalonnage annuel de l'appareil servant au contrôle radiologique du plomb de la « filière » recyclée, si ce dernier est utilisé. Cela signifie que lorsque l'appareil est utilisé, il doit avoir été étalonné au cours des 12 derniers mois écoulés. - qu'il réalise l'ensemble des contrôles radiologiques prévus au niveau du four lors de chargement de plomb de la « filière » recyclée. <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de coulée de plomb avec du plomb de la filière recyclée depuis la dernière visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etanchéité toiture

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1
Thème(s) : Risques accidentels, Autres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de procéder aux travaux d'étanchéité de la toiture.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir réalisé des travaux à l'été 2022 pour étanchéifier une partie de la toiture du bâtiment B3 (local administratif et usine). L'exploitant indique d'une part que le coût total des travaux est relativement important pour la société Robatel (de l'ordre d'un million d'euros) et d'autre part complexe à organiser pour ne pas trop déstabiliser l'activité du site. En conséquence, l'exploitant indique que ces travaux sont prévus pour s'étendre sur une période de 2 ou 3 exercices. Les prochains travaux d'étanchéification de toiture sont prévus pour l'été 2023.</p> <p>L'inspection constate la réalisation des travaux sur une partie de la toiture du bâtiment B3. Après la visite, l'exploitant a transmis les factures des travaux de la toiture.</p> <p>L'exploitant indique qu'en attendant la fin des travaux, il a mis en place une « procédure à suivre par le personnel de l'entreprise en cas de pluie tombant sur une machine et/ou une flaque d'eau à proximité ». L'exploitant avait transmis cette procédure par courrier du 06/10/2021, ainsi que la justification de formation de 14 personnes le 08/07/2021 à celle-ci.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de transmettre le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux d'étanchéité des toitures des bâtiments du site qui le nécessitent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Etanchéité sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de fournir les résultats d'un test d'étanchéité du sol du local de ressuage.</p> <p>Par courrier du 06/10/2021 l'exploitant a transmis le résultat d'un test d'étanchéité du sol du local de ressuage réalisé avec le déversement de 200l d'eau au sol et la pesée de l'eau récupérée via les canalisations, soit 182l. Ce test montre que 18 litres n'ont pas été récupéré.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant conclue que le sol est susceptible de ne pas être totalement étanche. A ce titre, il indique attendre la venue d'une entreprise spécialisée en résines afin qu'elle propose un devis pour la pose d'une nouvelle résine dans le local de ressuage.</p> <p>L'exploitant a transmis les FDS des deux produits dangereux qu'il utilise dans ce local. Il précise qu'il utilise la même nature de produit dans ce local depuis son origine.</p> <p>L'inspection estime nécessaire de procéder à une recherche de pollution du sol par les produits dangereux utilisés dans ce local.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une recherche de pollution des sols situés sous le local de ressuage. Pour cela, l'exploitant transmettra, sous 1 mois, à l'inspection une proposition de liste des substances à analyser en fonction des produits utilisés par le passé et aujourd'hui dans ce local, ainsi que les profondeurs de prélèvement des échantillons. Puis sous 3 mois après accord de l'inspection sur la liste des substances à analyser aux différentes profondeurs, l'exploitant réalisera un carottage au niveau de la fissure signalée sur la photo ci-dessous et réalisera les analyses de sols prévues.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois puis 3 mois

N° 11 : Locataire dans bâtiments B4/B5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2011, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter annexés aux arrêtés préfectoraux d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la présente visite, l'inspection constate dans les bâtiments B4 et B5 une sorte de palissade qui sépare en deux parties à peu près égale chacun de ces bâtiments.

L'exploitant indique que la société Robatel loue une partie de ses bâtiments à une tierce société. L'exploitant précise que cette situation était déjà celle-là en 2005 lors de la réalisation de la dernière EDD et étude d'impact, à la différence que le locataire a changé depuis.

Après relecture de l'étude d'impact et de l'EDD du site de mai 2005, l'inspection constate qu'il n'est pas fait mention dans ces documents qu'une partie des bâtiments du site est (ou sera) occupée par une tierce société, d'ailleurs aucun impact, ni aucun danger n'est présenté pour les activités situées dans la partie des bâtiments loués.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois, de porter à la connaissance de la préfète (à envoyer sur ddpp-pe@gouv.fr) la présence d'une tierce société sur le site, en présentant les impacts et risques induits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois